Nations Unies UNW/2019/4

Conseil d'administration de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Distr. générale
17 mai 2019

Version originale :
Arabe/chinois/anglais/français/
russe/espagnol

Session annuelle de 2019
18 - 20 juin 2019
Point 6 de l'ordre du jour provisoire
Évaluation

Rapport sur la fonction d'évaluation des programmes de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, 2018

Résumé

Ce rapport fournit des informations sur les performances de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en matière d'évaluation aux niveaux interne et décentralisé. Il présente également des informations sur la contribution d'ONU-Femmes à la coordination à l'échelle du système des Nations Unies et au renforcement des capacités nationales pour une évaluation tenant compte de l'égalité des sexes. Le rapport détaille la mise en place du Service indépendant d'évaluation et d'audit (SIEA) et présente le programme de travail et le budget de l'année 2019 pour le Service indépendant d'évaluation (SIE).

Le Conseil d'administration est invité à : i) prendre note du rapport sur la fonction d'évaluation d'ONU-Femmes 2018, ainsi que du programme et du budget de 2019 du SIE ; ii) saluer les démarches prises par ONU-Femmes afin de maintenir une fonction d'évaluation indépendante, crédible et utile, ainsi que sa contribution aux efforts d'évaluation sensible à l'égalité des sexes au niveau du système et au renforcement des capacités d'évaluation nationales ; iii) confirmer son appui au renforcement des capacités de la fonction d'évaluation à ONU-Femmes ; et iv) demander à ce que le SIE continue à rechercher des occasions d'effectuer d'autres évaluations conjointes au niveau du système avec les autres agences des Nations Unies.

19-08076X (F)

Merci de recycler

I. Évaluation en vue d'un changement significatif

1. Le programme de réforme des Nations Unies présenté par le Secrétaire général définit une vision pour des Nations Unies plus agiles, efficaces, novatrices, transparentes, responsables, décentralisées et axées sur les résultats, pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD). Dans le cadre de sa résolution de 2018 sur le repositionnement du système de développement des Nations Unies dans le contexte de l'examen quadriennal complet (QCPR), l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) souligne la nécessité d'améliorer la surveillance et la présentation des résultats au niveau du système, et se félicite du renforcement des mesures d'évaluation indépendantes à l'échelle du système prises par le Secrétaire général. Ces réformes exigent une nouvelle génération de services d'assurance et d'évaluation qui englobent la collaboration, le travail conjoint et des résultats au niveau du système.

2. S'appuyant sur les bases solides établies par le Bureau indépendant d'évaluation d'ONU-Femmes, la création du Service indépendant d'évaluation et d'audit (SIEA) en 2018 ne saurait être plus opportune pour soutenir ONU-Femmes dans la construction d'une culture de formation continue et de responsabilisation dans un contexte en mutation.

3. La Charte du SIEA stipule que ce dernier fournira des preuves crédibles de la performance d'ONU-Femmes en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes, et la garantie que ses processus de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle de l'entité sont adéquats, efficaces et fonctionnent comme prévu pour atteindre ses objectifs stratégiques et organisationnels. L'évaluation indépendante et l'audit interne sont deux fonctions distinctes, mais ont un but global : aider ONU-Femmes à atteindre ses objectifs stratégiques, programmatiques et organisationnels.

4. Bien que les rapports annuels de chaque service soient présentés séparément, des dispositions ont été prises pour tirer parti de l'expertise de chaque service, afin d'offrir aux différents acteurs des renseignements de la plus haute qualité à des fins de responsabilisation et d'apprentissage.

5. En 2018, le SIE est resté indépendant sur le plan opérationnel et libre de toute interférence dans le choix de ses missions et la présentation de ses travaux.

A. Gouvernance de la fonction d'évaluation d'ONU-Femmes

6. La politique d'évaluation d'ONU-Femmes régit la fonction d'évaluation de l'entité. Elle expose le but et l'utilisation de l'évaluation dans l'organisation, donne des définitions, principes et normes, et présente les rôles et responsabilités pour la fonction d'évaluation. Conformément aux bonnes pratiques en matière d'examen périodique et aux dispositions de la politique elle-même, la Politique d'évaluation d'ONU-Femmes sera réexaminée en 2019 et reflétera, entre autres, la création du SIEA.

7. Le but stratégique de la fonction d'évaluation est de renforcer la capacité d'ONU-Femmes à obtenir des résultats normatifs, opérationnels et de coordination en matière d'égalité des sexes. Pour atteindre cet objectif, le SIE gère les évaluations internes, fournit une assurance qualité et un soutien technique pour les évaluations décentralisées, dirige le système des Nations Unies pour la promotion d'une évaluation tenant compte de l'égalité des sexes, encourage les capacités nationales pour les évaluations tenant compte de l'égalité des sexes et promeut l'utilisation efficace des évaluations.

8. La stratégie d'évaluation 2018-2021 définit l'orientation de l'amélioration de la qualité continue de la fonction d'évaluation d'ONU-Femmes, tandis que le Plan d'évaluation interne 2018-2021 fournit un cadre temporel pour les activités d'évaluation interne. La procédure d'évaluation décentralisée et les stratégies d'évaluation régionale d'ONU-Femmes orientent la planification, la gestion, la qualité et l'utilisation stratégiques des évaluations décentralisées.

9. Le Comité consultatif mondial d'évaluation (CCME) a continué à servir de mécanisme consultatif interne à la Directrice exécutive et au SIEA sur l'indépendance et la qualité de la fonction d'évaluation. Conformément aux recommandations du CCME reçues en 2017, le SIE a collaboré avec d'autres agences des Nations Unies à des évaluations conjointes et des initiatives de gestion des connaissances, a mis une fois de plus l'accent sur l'utilisation de l'évaluation et a continué à influencer les pratiques d'évaluation au niveau du système par l'intermédiaire du Groupe d'évaluation des Nations Unies ; il a également mené le développement des capacités nationales en matière d'évaluation tenant compte de l'égalité des sexes grâce à EvalGender+ et d'autres initiatives régionales. Le SIE a pris en compte les recommandations du CCME dans la stratégie d'évaluation 2018-2021. Les progrès réalisés dans les domaines d'intervention recommandés sont présentés dans ce rapport.

10. Lors de sa réunion annuelle de 2018, le CCME a discuté des performances de la fonction d'évaluation et a fourni des conseils sur la mise en œuvre d'une stratégie d'évaluation et l'examen prévu de la politique d'évaluation d'ONU-Femmes. Les membres du CCME se sont félicités de la maturité, de la croissance et des performances de la fonction d'évaluation. Le CCME a émis des recommandations clés sur les domaines suivants :

(a) Renforcer les évaluations et leur utilisation en identifiant, entre autres, les opportunités stratégiques dans le cycle de programmation d'ONU-Femmes et en affinant les indicateurs d'utilisation des évaluations.

(b) Réexaminer la politique et la stratégie d'évaluation pour tenir compte, entre autres, de la création du SIEA et de l'évolution du contexte interne et externe.

(c) Harmoniser le cadre de référence du CCME avec le cadre de référence mis à jour du Comité consultatif pour les questions d'audit (renommé début 2019 Comité consultatif pour les questions de supervision), qui jouera un rôle accru dans la supervision, notamment, des performances de la fonction d'évaluation.

II. Mise en œuvre de systèmes d'évaluation interne efficaces

A. Mise en œuvre du Plan d'évaluation interne

11. Au niveau interne, le SIE a traité les principaux domaines des résultats du Plan stratégique d'ONU-Femmes, conformément au programme de travail d'évaluation interne de 2018 et au Plan d'évaluation interne 2018-2021. En 2018, le SIE a présenté deux rapports d'évaluation interne au Conseil d'administration :

(a) Évaluation de la contribution d'ONU-Femmes au leadership et à la participation politique des femmes.

(b) Méta-analyse des évaluations gérées par ONU-Femmes en 2017.

En outre, un examen de l'évaluabilité du Plan stratégique 2018-2021 d'ONU-Femmes a été mené à bien.

Deux évaluations internes et un exercice d'évaluation conjoint (1er livrable) ont été entrepris en 2018 et devraient être terminés en 2019. Le statut de mise en œuvre de ces activités d'évaluation internes est présenté dans le tableau 1.

Tableau 1 : Statut de mise en œuvre des évaluations internes planifiées 2018-2019

	Titre de l'étude d'évaluation	Informations supplémentaires
1.	Évaluation interne de la contribution d'ONU-Femmes au leadership et à la participation politique des femmes	Présentée au conseil d'administration lors de la session annuelle, 2018
2.	Méta-analyse des évaluations gérées par ONU-Femmes en 2017	Présentée au conseil d'administration lors de la deuxième session ordinaire, 2018
3.	Évaluation thématique interne de la contribution d'ONU-Femmes à la gouvernance et à la planification nationale	À présenter au conseil d'administration lors de la session annuelle, 2019
4.	Évaluation de la contribution d'ONU-Femmes en matière d'action humanitaire	À présenter au conseil d'administration lors de la deuxième session ordinaire, 2019
5.	Méta-synthèse des évaluations gérées par ONU-Femmes en 2018	À présenter au conseil d'administration lors de la deuxième session ordinaire, 2019
6.	Évaluation conjointe du chapitre commun des plans stratégiques du PNUD, du FNUAP, de l'UNICEF et d'ONU-Femmes (1er livrable)	À présenter lors d'une session informelle de la deuxième session ordinaire du conseil d'administration, 2019

B. Développement méthodologique

12. En 2018, le SIE a finalisé deux contributions innovantes pour renforcer les approches et méthodes d'évaluation pertinentes en vue de relever les défis de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Ces deux contributions ont aussi été appréciées par le CCME.

13. La première contribution est une nouvelle approche systémique et intersectionnelle qui a été introduite dans un guide intitulé *Inclusive Systemic Evaluation for Gender Equality, Environments and Marginalized Voices (ISE4GEMs): A new approach for the SDG era* (Évaluation systémique inclusive pour l'égalité des sexes, les environnements et les voix marginalisées : une nouvelle approche pour l'ère des ODD).[1] L'approche fournit un cadre systémique permettant d'intégrer l'analyse de l'égalité des sexes, des environnements et de la marginalisation de manière transdisciplinaire. Le guide offre une explication théorique des concepts, des conseils pratiques et des outils. L'approche a été utilisée dans l'évaluation de la contribution d'ONU-Femmes au leadership et à la participation politique des femmes, et des événements d'apprentissage pour introduire les ISE4GEM ont été encouragés en 2018 à travers diverses manifestations et plateformes.

14. La seconde contribution est une exploration de l'utilisation des sources de mégadonnées dans le cadre de l'évaluation. L'étude de faisabilité[2] visait à enquêter sur la faisabilité de l'exploitation des sources de mégadonnées (en particulier Twitter, Facebook et les données radio) pour améliorer l'évaluation des initiatives en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. L'approche représente une première étape cruciale et constitue une contribution importante à une meilleure compréhension par la communauté de l'évaluation de la façon d'utiliser les sources de mégadonnées. Elle présente une analyse des avantages et des inconvénients de certaines sources de mégadonnées potentielles, des protocoles initiaux étape par étape pour leur utilisation et des recommandations fondées sur les leçons apprises au sujet de l'utilisation significative des sources de mégadonnées pour l'évaluation. Néanmoins, elle doit faire l'objet d'une étude, d'une discussion et d'un examen approfondis avant de pouvoir être intégrée aux processus d'évaluation classiques.

C. Les évaluations internes comme agents du changement

15. ONU-Femmes a continué à utiliser les résultats des évaluations et les recommandations d'évaluations internes majeures afin d'orienter les changements et améliorer les pratiques en matière de programme, les politiques et les stratégies.

D. Évaluation interne des partenariats stratégiques d'ONU-Femmes pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

16. Comme l'a indiqué la direction, l'évaluation des partenariats stratégiques d'ONU-Femmes pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (effectuée

[1] Stephens, A., Lewis, E.D. and Reddy, S.M. 2018. Inclusive Systemic Evaluation (ISE4GEMs): A New Approach for the SDG Era. New York: UN-Women. Le guide est disponible (en anglais) sur http://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2018/9/ise4gems-a-new-approach-for-the-sdg-era.

[2] Abreu Lopes, C., Bailur, S. and Barton-Owens, G. 2018. Can Big Data Be Used for Evaluation?: A UN-Women feasibility study. New York: UN-Women. L'étude est disponible (en anglais) sur http://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2018/4/can-big-data-be-used-for-evaluation.

en 2016 et présentée au Conseil d'administration en 2017 [UNW/2017/CRP.3]) a façonné la conception et la mise en œuvre de la stratégie 2018-2021 de mobilisation des ressources et de partenariat d'ONU-Femmes. La stratégie a exposé les grandes lignes du plan d'ONU-Femmes pour approfondir et élargir sa base de donateurs afin d'obtenir les ressources nécessaires pour remplir son mandat.

17. Une politique de partenariat accompagnée d'une procédure et de processus opérationnels est en cours de finalisation et sera lancée au cours du second semestre 2019. La politique vise à clarifier les principes et les pratiques de gestion de l'engagement d'ONU-Femmes auprès des partenaires dans la mobilisation des ressources et les rôles et responsabilités au sein d'ONU-Femmes pour son application. En réponse à la recommandation contenue dans l'évaluation sur la gestion des partenariats stratégiques, y compris avec le secteur privé, ONU-Femmes a adopté la Politique et les procédures de devoir de précaution en 2018. La Politique offre un cadre pour un processus de devoir de précaution véritable, efficace et transparent, afin de permettre à ONU-Femmes de gérer les risques et de maximiser les avantages et opportunités découlant de partenariats potentiels avec le secteur privé.

18. En réponse à la recommandation de renforcer l'appui aux Comités nationaux et aux bureaux extérieurs pour diversifier la base de financement d'ONU-Femmes, un poste de haut niveau (P5) a été créé. En s'appuyant sur les systèmes précédents, un nouveau système de gouvernance a été mis au point pour encourager l'augmentation de l'investissement et du rendement.

19. Conformément aux efforts de réforme des Nations Unies et en réponse aux conclusions de l'évaluation pour améliorer la coordination avec les partenaires stratégiques, notamment au sein du système des Nations Unies, ONU-Femmes a travaillé en étroite collaboration avec d'autres fonds et programmes à différents niveaux. À l'échelle mondiale, ONU-Femmes a veillé à ce que les membres du Conseil d'administration s'engagent de manière coordonnée, notamment en organisant des sessions conjointes informelles. Un chapitre commun a été élaboré pour décrire les approches communes clés qui seront suivies pour garantir une plus grande cohérence et collaboration, grâce à la mise en œuvre du Plan stratégique de chaque entité. Les bureaux d'ONU-Femmes s'efforcent de fonder leur programme sur des partenariats avec les entités des Nations Unies et d'autres acteurs essentiels sur une répartition claire des responsabilités, avec des programmes communs qui représenteraient une part importante de chaque portefeuille de bureau.

20. Ces changements clés reflètent les efforts globaux d'ONU-Femmes pour clarifier les rôles, établir un cadre suffisamment documenté, intégré et communément accepté pour des partenariats stratégiques et afin d'améliorer l'efficacité et les performances, dans la mise en œuvre du Plan stratégique 2018-2021.

21. En janvier 2019, parmi les dix-huit recommandations figurant dans l'évaluation, quatorze ont été considérées comme mises en place, et quatre sont en voie de réalisation et devraient être appliquées d'ici la fin de l'année 2019.

III. Performances de la fonction d'évaluation d'ONU-Femmes

22. ONU-Femmes rend compte des performances de la fonction d'évaluation par rapport aux indicateurs clés de performances (IPC) par le biais du Système mondial d'évaluation et de contrôle (GEOS) qu'elle assure. Le tableau 2 présente les résultats atteints en 2018, les objectifs et les tendances antérieures. Des précisions sur chaque IPC sont fournies ci-dessous.

Tableau 2 : Tendances des indicateurs clés de performance 2015-2018

		Plan stratégique ONU-Femmes 2014-2017			Plan stratégique ONU-Femmes 2018-2021	
Indicateur clé de performance	Description	2015	2016	2017	2018	Cible (d'ici 2021)
Ressources financières investies dans la fonction d'évaluation	Dépenses liées à l'évaluation dans le cadre des dépenses du programme ONU Femmes	2,0	2,9[3]	2,7	2,2	3,0
Ressources humaines pour le suivi et l'évaluation	Bureaux ayant désigné un coordonnateur ou un responsable du suivi et de l'évaluation	100,0	100,0	100,0	95,0	100,0
Traitement des évaluations	Au moins une évaluation par cycle de remarques stratégiques	71,0	84,0	89,0	84,0	100,0
Taux de mise en œuvre des évaluations	Pourcentage d'évaluations mises en œuvre	76,0	84,0	84,0	90,0	85,0
Qualité des rapports d'évaluation	Pourcentage des évaluations classées « Bien ou plus »[4]	100,0	100,0	100,0	88,0	100,0
Rapports d'évaluation publiés sur GATE	Pourcentage de rapports d'évaluations effectuées publiés sur GATE	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Présentation des réponses de la direction sur GATE	Pourcentage de rapports d'évaluations effectuées publiés avec une réponse de la direction sur GATE	86,0	94,0	100,0	97,0	100,0
Mise en œuvre de la réponse de la direction	Pourcentage des actions clés de la réponse de la direction mises en œuvre	85,0	94,0	86,0	87,0	80,0
Utilisation des évaluations	Pourcentage de bureaux ayant indiqué avoir utilisé l'évaluation	75,0	-	86,0	86,0	90,0

[3] Les chiffres pour les années 2016 et 2017 sont calculés en utilisant la nouvelle méthodologie et ne peuvent de ce fait être comparés aux années précédentes.

[4] Cet IPC a été modifié en 2018 pour refléter la note la plus élevée « Bien ou plus », alors que pour les années 2014 à 2017, l'IPC était « Satisfaisant ou plus » ; il ne peut donc pas être comparé aux années précédentes.

A. Indicateur clé de performance 1 : ressources financières

Tableau 3 : Dépenses de la fonction d'évaluation 2014-2018 ($ US)

	2014	2015	2016	2017	2018
Dépenses totales du programme d'ONU Femmes	270 537 900	315 101 084	254 413 520	249 447 953	285 670 628
Montant total des dépenses consacrées à l'évaluation	5 917 163	6 272 545	7 391 573	6 714 506	6 253 679
SIE	4 499 942	4 621 818	5 377 637	4 208 814	3 787 888
Évaluations décentralisées[5]	1 417 221	1 650 727	2 013 936	2 505 691	2 465 791
Dépenses totales des évaluations (en pourcentage)[6]	2,2	2,0	2,9	2,7	2,2

Source : Les chiffres correspondant aux « Dépenses totales du programme d'ONU-Femmes » et « Dépenses du SIE » ont été générés depuis ATLAS par la division de la gestion et de l'administration (DMA). Les chiffres pour les évaluations décentralisées ont été calculés à partir de chiffres de la DMA et complétés par des données fournies par les bureaux extérieurs.

Selon les données des dépenses fournies par la Division de la gestion et de l'administration (DMA) d'ONU-Femmes, les dépenses totales consacrées à l'évaluation en 2018 étaient de 6,3 millions de dollars des États-Unis. Cela représente 2,2 % du total des dépenses des programmes d'ONU Femmes. Les dépenses totales pour le SIE en 2018, incluant les coûts du personnel pour ses spécialistes régionaux de l'évaluation, étaient de 3,8 millions de dollars des États-Unis, tandis que 2,5 millions de dollars américains auraient été dépensés pour des activités d'évaluation décentralisées. La baisse du taux des dépenses d'évaluation (2018 : 2,2 % ; 2017 : 2,7 %) est le résultat d'une augmentation de 15 % du total des dépenses des programmes (2018 : 285,7 millions de $; 2017 : 249,4 millions de $) contre une diminution de 7 % des dépenses d'évaluation (2018 : 6,3 millions de $; 2017 : 6,7 millions de $). La baisse des dépenses d'évaluation en 2018 était principalement due à des postes vacants et à la réduction des évaluations effectuées pour le compte du Fonds pour l'égalité des sexes.

23. Le suivi de l'ensemble des dépenses liées à des activités d'évaluation décentralisée au sein d'ONU-Femmes reste un défi. Afin de rendre compte de manière plus précise des dépenses totales liées à l'évaluation, et dans le cadre de la finalisation de la nouvelle procédure pour l'évaluation décentralisée, le SIE collabore avec les unités opérationnelles concernées pour mettre en place un meilleur mécanisme de suivi. Le SIE continuera à rechercher d'autres moyens, au-delà du ratio financier, pour mesurer et s'assurer qu'une importance satisfaisante est accordée à l'évaluation et que les activités d'évaluation prévues ont lieu et sont de grande qualité.

[5] Les coûts estimés pour les évaluations décentralisées ont pris en compte un large éventail de catégories : la réalisation d'évaluations, le développement des capacités d'évaluation, les coûts du personnel de suivi et évaluation, ainsi que la communication et la diffusion des produits d'évaluation.

[6] Les chiffres pour les années 2016, 2017 et 2018 sont calculés en utilisant une nouvelle méthodologie et ne peuvent de ce fait pas être comparés aux années précédentes.

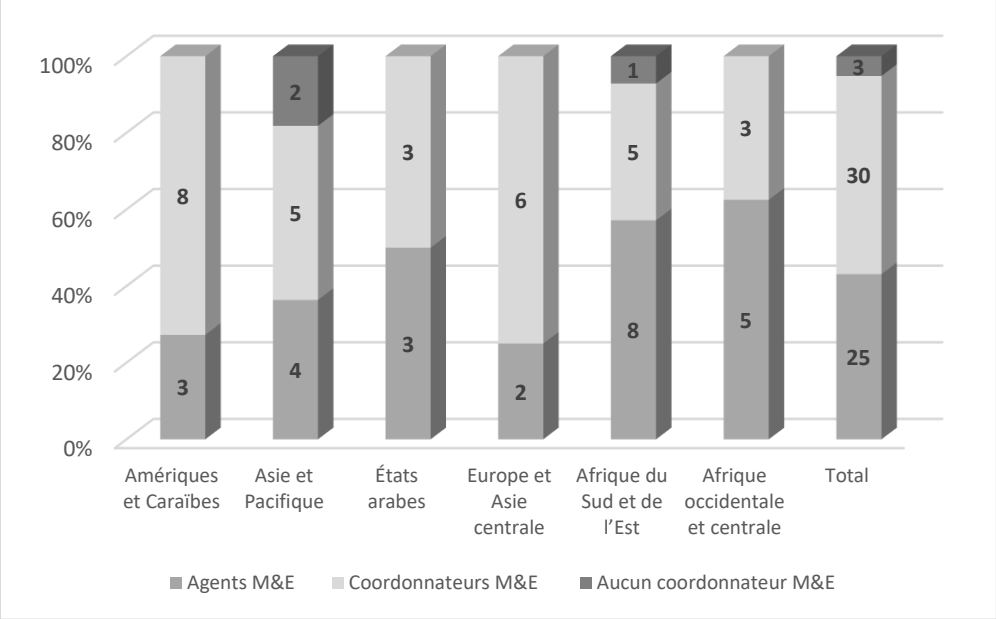
B. Indicateur de performance clé 2 : ressources humaines, 2018

24. La structure du SIEA comprend un Directeur, un Chef d'évaluation et un Chef d'audit interne. Le recrutement de ces postes s'est achevé au cours de l'année 2018. Le SIE comprend en outre six postes de professionnels de l'évaluation au siège d'ONU-Femmes et six postes de professionnels de l'évaluation régionaux (un poste dans chaque bureau régional). Par ailleurs, le travail du SIE est soutenu par des consultants et des stagiaires en cas de besoin.

25. Pour ce qui est de la capacité de suivi et d'évaluation pour appuyer les fonctions d'évaluation à l'échelle du pays, 95 % des bureaux de pays et régionaux ont désigné au moins un responsable ou un coordinateur du suivi et de l'évaluation (M&E). Plus précisément, 25 bureaux de pays et régionaux (43 %) ont déclaré avoir au moins un responsable M&E, tandis que 52 % ont des coordinateurs pour appuyer les fonctions de suivi et d'évaluation. En raison du manque de ressources humaines et des changements fréquents de fonctions, trois bureaux (5 %) en Afrique orientale et australe, en Asie et dans les régions du Pacifique n'ont pas pu nommer les coordinateurs nécessaires pour les activités de M&E en 2018.

26. Bien que le dispositif des coordinateurs M&E ait contribué à combler les lacunes à l'échelle nationale, il a également été constaté que les coordinateurs M&E ont parfois des rôles et des fonctions multiples et, dans certains cas, des connaissances et des compétences limitées en matière d'évaluation. Même si de tels arrangements sont compréhensibles étant donné les restrictions financières, les bureaux de pays avec un investissement programmatique plus conséquent et des portefeuilles plus importants ont tout intérêt à disposer de davantage de ressources humaines dans le domaine du suivi et de l'évaluation. À cet égard, les capacités de suivi et d'évaluation à l'échelle nationale sont essentielles pour combler les lacunes de l'évaluabilité des programmes, des systèmes de surveillance, de la gestion des évaluations et afin d'améliorer l'apprentissage continu grâce aux évaluations.

Figure 1 : Les ressources humaines pour les agents/coordonnateurs de contrôle et d'évaluation par région, 2018



Source : Système global de supervision des évaluations.

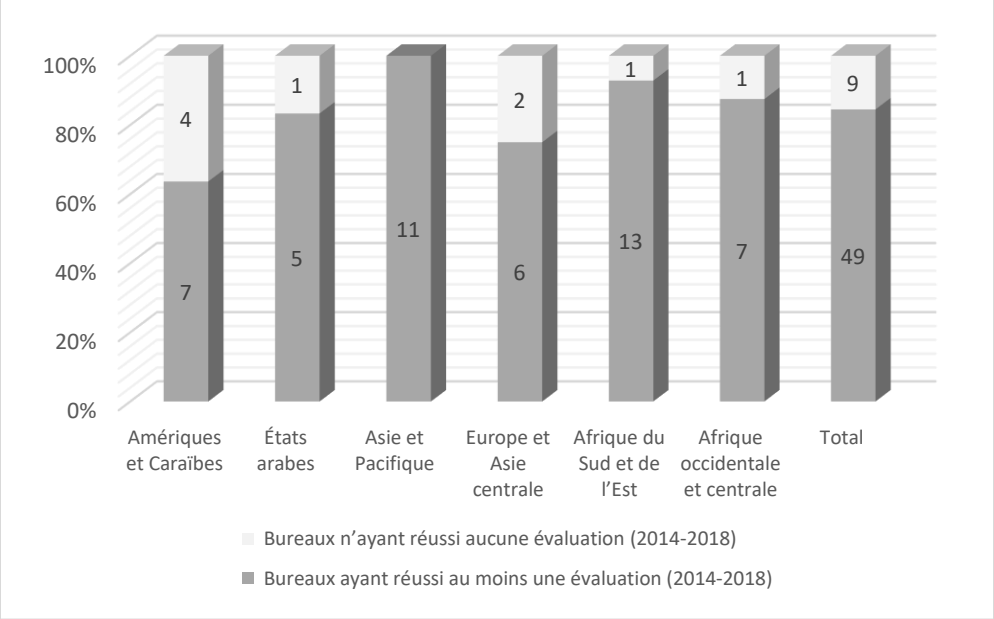
C. Indicateur de performance clé 3 : traitement des évaluations, 2018

27. ONU-Femmes est présente sur le terrain à travers 6 bureaux régionaux, 47 bureaux de pays et 5 bureaux multipays. 84 % des bureaux régionaux et de pays ont mené au moins une évaluation au cours de la période 2014-2018. Cependant, neuf bureaux[7] n'ont pas encore achevé d'évaluation. Cette proportion n'a pas changé par rapport au passé. C'est pourquoi le traitement des évaluations reste un domaine qui requiert une attention toute particulière.

28. La conduite d'évaluations de portefeuille national a considérablement progressé et leur traitement a atteint 35 % depuis son lancement en 2015. Cette situation donne à penser que les bureaux de pays mettent davantage l'accent sur les évaluations stratégiques, qui offrent une évaluation plus riche, recoupant des domaines de travail thématiques et mettant en lumière la contribution d'ONU-Femmes à l'efficacité du développement au niveau national. Néanmoins, on constate des écarts sensibles entre les régions. L'Afrique orientale et australe, l'Afrique occidentale et centrale, et l'Europe et l'Asie centrale enregistrent les pourcentages les plus élevés de bureaux de pays ayant mené des évaluations de portefeuille national et représentent 89 % du total des évaluations de portefeuille national réalisées au cours de la période quadriennale concernée.

29. Conformément à la nouvelle procédure à venir relative aux évaluations décentralisées, les évaluations de portefeuille national devraient devenir des évaluations obligatoires indépendantes, cogérées par le Service indépendant d'évaluation (SIE) et le bureau de pays commandant l'évaluation. Pour ce faire, parmi les différents problèmes à résoudre, il convient d'assurer des ressources et des capacités appropriées au niveau du bureau de pays. La satisfaction de cette condition garantira un meilleur traitement, une plus grande responsabilité et un meilleur apprentissage qui viendront éclairer l'élaboration de notes stratégiques ultérieures.

Figure 2 : Traitement des évaluations par région, période 2014-2018



Source : Système global de supervision des évaluations.

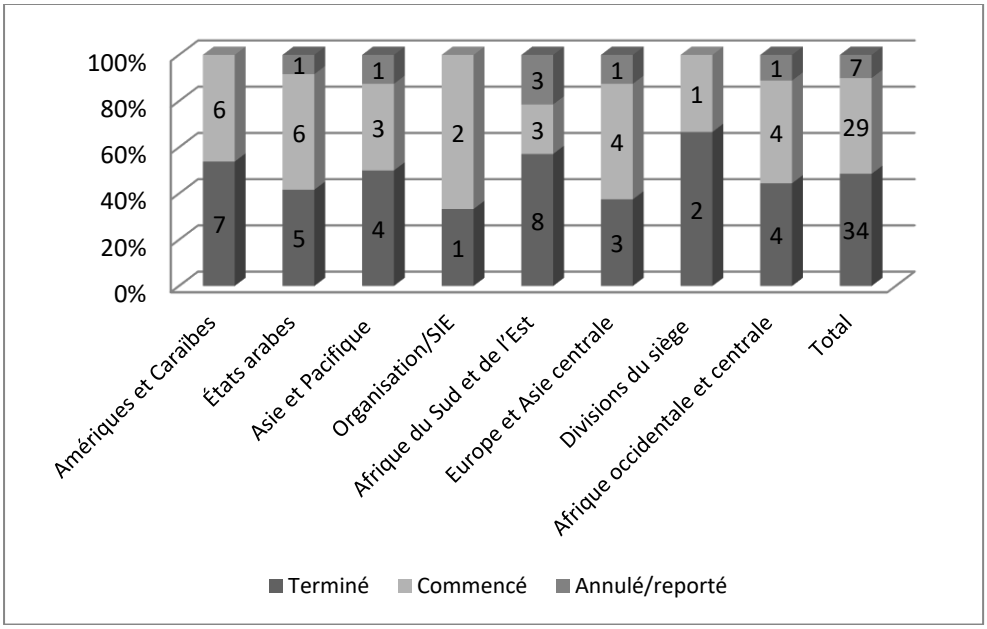
[7] Irak, Ukraine, Bosnie-Herzégovine, Somalie, Bolivie, Haïti, le bureau multipays pour les Caraïbes (Barbade), Paraguay et Nigeria.

D. Indicateur de performance clé 4 : taux de mise en œuvre des évaluations planifiées, 2018

30. En 2018, sur les 70 évaluations planifiées, 90 % étaient en cours d'exécution (49 % étaient achevées et 41 % se trouvaient à différents stades de réalisation). Sept évaluations (10 %) ont été reportées ou annulées en raison d'une prolongation des programmes, de financements insuffisants ou de leur inclusion dans d'autres évaluations stratégiques. L'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (24 %) et les Amériques et les Caraïbes (21 %) étaient les régions affichant la plus forte proportion d'évaluations achevées en 2018.

31. Si le taux de mise en œuvre des évaluations planifiées demeure positif, le financement inadéquat, les capacités internes d'évaluation limitées et la recherche de consultants en évaluation compétents ont été recensés comme constituant les principaux obstacles à la conduite des évaluations planifiées. Une planification plus réaliste et une utilisation efficace et efficiente des consultants pour les évaluations sont également nécessaires.

Figure 3 : Taux de mise en œuvre des évaluations, 2018



Source : Système global de supervision des évaluations.

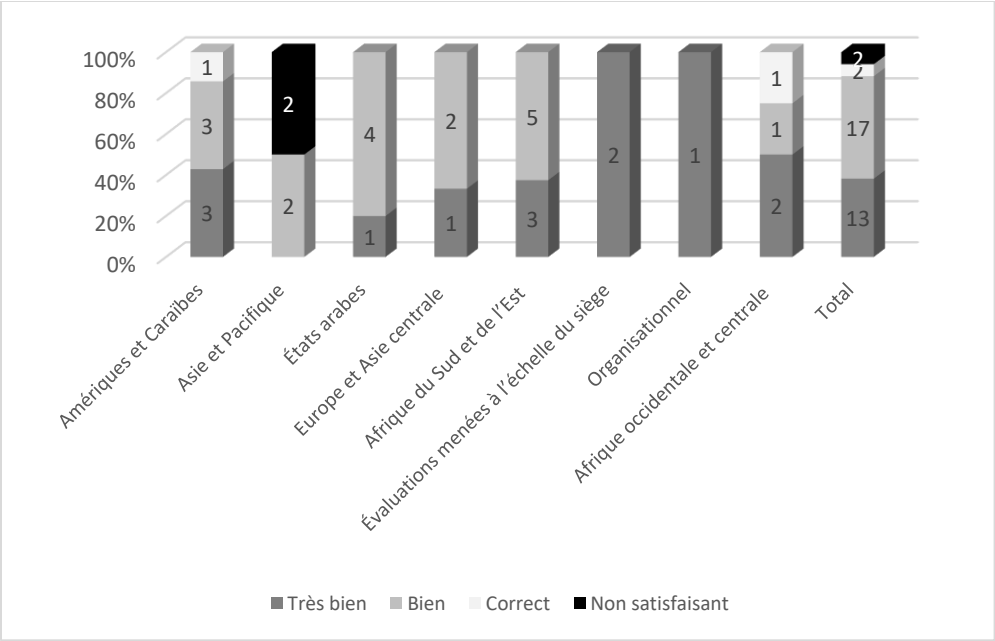
E. Indicateur de performance clé 5 : qualité des rapports d'évaluations, 2018

32. Le SIE, grâce au recours à un examinateur externe, a mené une évaluation systématique de la qualité des 34 rapports d'évaluation réalisés en 2018. Cet examen comprenait l'évaluation des normes de l'indicateur des performances d'évaluation du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies (UN-SWAP). 38 % des rapports d'évaluation ont globalement été notés « Très bien » et 50 % « Bien ». Seuls quatre rapports d'évaluation (12 %) ont obtenu la plus faible notation du spectre : deux rapports ont été jugés « Corrects » et deux « Non satisfaisants ». Les données indiquent qu'une majorité des évaluations effectuées enregistrent de bons résultats par rapport aux normes établies. Les deux rapports « non satisfaisants » ont été réalisés en Asie et dans la région du Pacifique alors que l'on manquait de

spécialistes régionaux de l'évaluation. Il n'est pas toujours possible de comparer les notes avec celles des années précédentes en raison de la mise à jour et de la révision de la grille d'évaluation de la qualité des rapports effectuées par le SIE.

33. Le SIE dispense des conseils techniques afin d'améliorer la qualité des évaluations. Toutefois, l'évaluation a mis en évidence certaines lacunes dans les stratégies d'atténuation en ce qui concerne les limites des méthodes d'évaluation et les sources de données, des informations limitées ou de vagues références à des pratiques éthiques, l'étroitesse des fondements factuels des conclusions et l'absence d'établissement de priorités dans les recommandations. S'attaquer à ces lacunes de manière systématique permettra de garantir que les futures évaluations fournissent des renseignements d'une qualité encore plus élevée.

Figure 4 : Qualité des évaluations, 2018



Source : Système global d'analyse et d'appréciation des évaluations.

F. Indicateur clé de performance 6 : taux des rapports d'évaluations effectuées publié sur le système GATE

34. Les Services indépendants d'évaluation et d'audit (SIEA) gèrent le Système mondial d'application du principe de responsabilité et de suivi de l'utilisation des évaluations (système GATE) afin de permettre au personnel et aux parties prenantes externes d'accéder aux informations d'évaluation concernant le travail d'ONU-Femmes et de suivre l'état d'avancement des réponses de la direction et des plans d'action. Conformément à l'exigence de divulgation de la politique d'évaluation, tous les rapports d'évaluation effectués en 2018 ont été rendus publics par l'intermédiaire de ce système.

G. Indicateur clé de performance 7 : présentation des réponses de la direction sur le système GATE

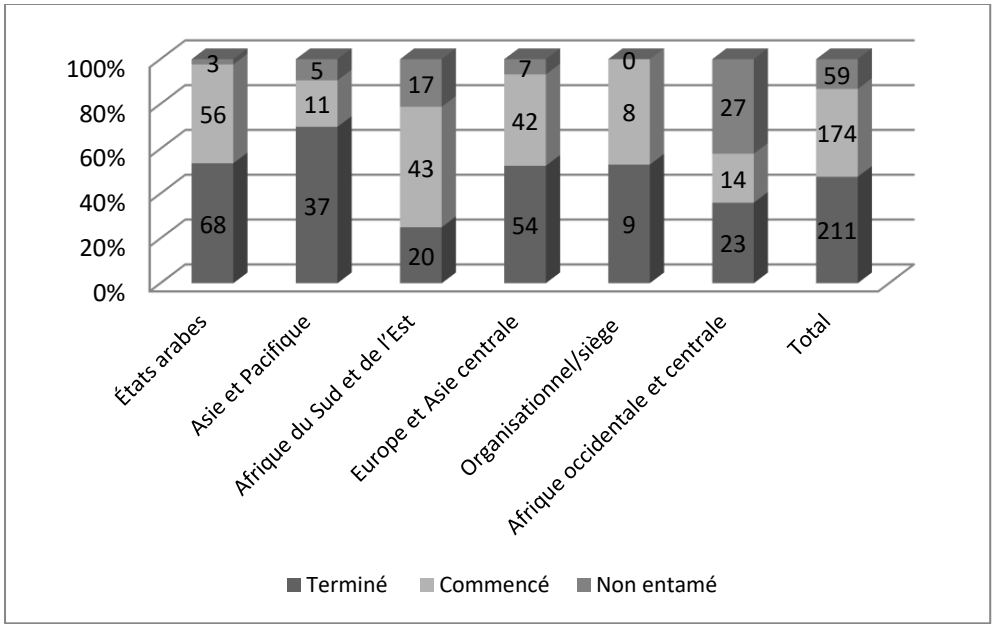
35. La politique d'évaluation d'ONU-Femmes exige une réponse de la direction à toutes les évaluations achevées dans les six semaines qui suivent leur finalisation.

En 2018, 97 % des évaluations achevées ont reçu une réponse de la direction. Toutefois, la procédure d'approbation et de publication d'une réponse de la direction dans les six semaines qui suivent l'achèvement du rapport d'évaluation sur le système GATE n'a pas été souvent respectée.

H. Indicateur de performance clé 8 : taux de mise en œuvre des réponses/actions clés de la direction, 2017

36. Il y a eu 444 actions de réponse de la direction sur les 38 évaluations effectuées l'année dernière. En février 2018, 87 % des actions étaient achevées ou en cours (48 % achevées et 39 % en cours). 13 % doivent encore être lancées, dont 83 % sont en retard. Si la prise en compte et l'application des recommandations issues des évaluations se sont améliorées, la mise en œuvre en temps opportun des actions de réponse de la direction pour donner suite aux recommandations demeure un domaine à améliorer. La synergie actuellement créée avec le Service d'audit interne devrait donner un nouvel élan au traitement systématique de la qualité des actions de réponse de la direction entreprises par les bureaux de pays. Une collaboration plus étroite avec les bureaux régionaux et les bureaux de pays permettra également de veiller à ce que les recommandations issues des évaluations soient davantage utilisées pour élargir l'apprentissage organisationnel.

Figure 5 : Mise en œuvre d'actions de réponse de la direction à l'évaluation



Source : Système général des responsabilités liées à l'évaluation et de suivi de l'utilisation de l'évaluation.

I. Indicateur de performance clé 9 : utilisation des évaluations

37. Outre le suivi de la mise en œuvre des actions et des réponses de la direction, les bureaux de pays rendent compte chaque année de l'utilisation des données et des enseignements tirés des évaluations. L'analyse des informations que les bureaux ont eux-mêmes communiquées au système de gestion des résultats en 2018 indique une amélioration de l'application des enseignements tirés et des recommandations. Plus précisément, 86 % des bureaux extérieurs ont indiqué qu'ils utilisaient des

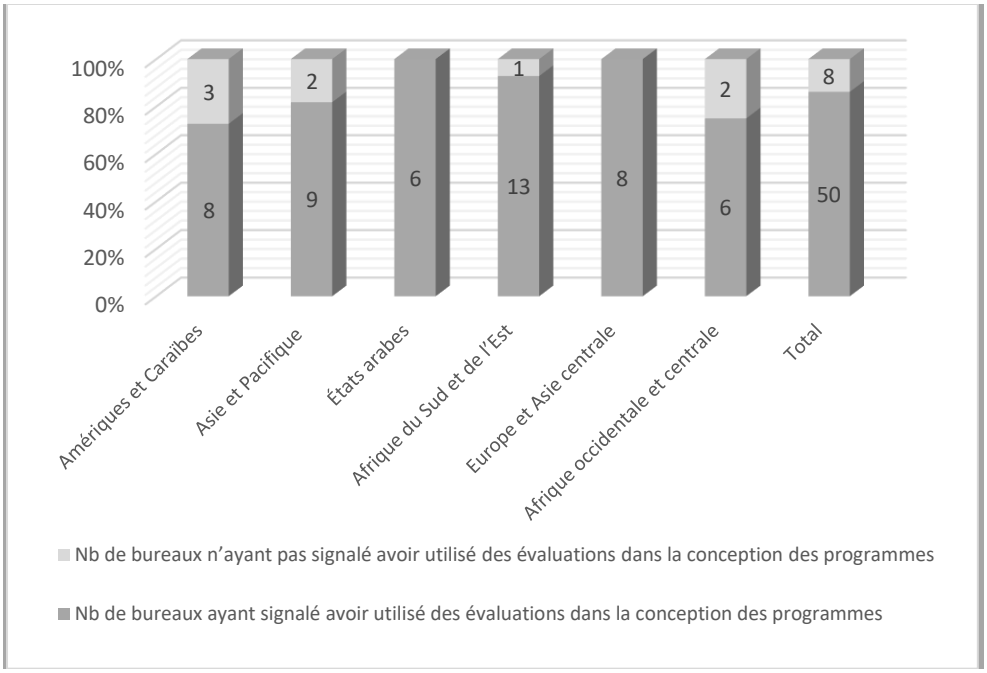
connaissances tirées des évaluations pour améliorer l'élaboration de nouvelles notes stratégiques et dégager des enseignements à appliquer en matière de programmation.

38. Il a été signalé que les évaluations constituaient une ressource précieuse pour la prise de décisions éclairées en matière de planification, de mise en œuvre, de suivi des programmes et de reddition de compte concernant ces derniers. Les évaluations ont été utilisées pour tirer parti des institutions spécialisées des Nations Unies et des ressources des partenaires, et ont permis d'affiner et d'élargir le champ d'action d'ONU-Femmes, l'échelle de ses actions et la sensibilisation des femmes. Les conclusions et les recommandations des évaluations ont renforcé l'importance d'établir un solide système de gestion axé sur des résultats afin de suivre et mesurer régulièrement les progrès et les résultats et de faire en sorte que la structure de gestion des projets favorise davantage l'intégration et la coordination entre les secteurs de résultats. Certains bureaux ont également réagi en se concentrant sur un changement de normes sociales et en améliorant les efforts déployés pour s'attaquer à la marginalisation, notamment celle des jeunes femmes et des filles handicapées. Les enseignements tirés des évaluations ont aidé les bureaux à poursuivre le renforcement des capacités des organisations de femmes à élaborer et tester des approches durables. Des exemples de cas ont été fournis où les évaluations ont donné lieu à l'élaboration de programmes conjoints et à une meilleure intégration de l'égalité entre les sexes dans les PNUAD.

39. Néanmoins, des efforts s'imposent pour veiller à ce que les résultats des évaluations soient utilisés pour éclairer l'apprentissage organisationnel, la prise de décision et l'amélioration. Des évaluations davantage axées sur l'incidence, une rétroaction/des produits d'évaluation en temps réel et des évaluations de portefeuille national qui apportent des données factuelles de ce qui fonctionne et pourquoi, menées dans l'ensemble du mandat intégré d'ONU-Femmes, permettraient d'obtenir des données probantes supplémentaires précieuses.

40. Au niveau de l'organisation, le SIE a fourni des données d'évaluation et des connaissances pertinentes pour les principaux processus stratégiques organisationnels. Ces données comprennent une étude d'évaluabilité du plan stratégique 2018-2021, une méta-synthèse des données d'évaluation, une contribution à l'évaluation des nouvelles notes stratégiques des pays, ainsi qu'un engagement dans les processus de changement organisationnel institutionnel.

Figure 6 : Utilisation des évaluations, 2018



Source : Système de gestion des résultats.

IV. Système d'évaluation décentralisé

41. Un large éventail d'activités et de mesures a été mis en place pour améliorer la qualité, le traitement, la crédibilité et l'utilisation des évaluations décentralisées. Dans ce domaine, ce sont essentiellement les spécialistes régionaux de l'évaluation du SIE qui ont apporté leur assistance. Cette assistance consultative et d'assurance qualité couvrait un large éventail de domaines allant de la planification, la conduite et la gestion d'évaluations stratégiques au niveau régional et national, à un appui de la coordination à l'échelle des Nations Unies et au renforcement des capacités nationales relativement à l'évaluation de la prise en compte des questions de genre.

42. Grâce à un vaste processus consultatif et participatif, toutes les régions ont élaboré des stratégies d'évaluation. Ces stratégies établissent une orientation pour l'amélioration de la qualité et le renforcement de la culture et des capacités d'évaluation aux niveaux des régions et des pays.

43. S'appuyant sur la Stratégie d'évaluation globale 2018-2021, le SIE a renforcé les synergies entre les évaluations menées à l'échelle de l'organisation et les évaluations décentralisées et a approfondi sa collaboration avec le service d'audit interne grâce à un échange d'informations et une planification. Cela devrait accroître la richesse des résultats de la supervision, les gains d'efficacité et le partage des enseignements tirés des processus et des résultats. En outre, le SIE a œuvré à la promotion de la collaboration dans l'ensemble d'ONU-Femmes, en particulier au sein de la Division des programmes afin d'améliorer l'apprentissage et la responsabilité au moyen d'une fonction d'évaluation efficace.

A. Assurance qualité et assistance technique pour les évaluations décentralisées

44. Deux mises à jour importantes ont été lancées en 2018 : la révision de la procédure pour les évaluations décentralisées ; ainsi que des directives et un outil d'évaluation de la qualité des rapports d'évaluation visant à favoriser l'optimisation de la pertinence et de la qualité des évaluations et des apprentissages connexes dans le contexte de la Stratégie globale d'évaluation 2018-2021. Une fois finalisée, la procédure devrait permettre de mieux définir les rôles et responsabilités des différents acteurs dans la fonction d'évaluation décentralisée et de clarifier les principes et les normes de qualité de l'évaluation. La mise en œuvre de la procédure devrait également favoriser l'amélioration du traitement des évaluations de portefeuille national dans toutes les régions.

45. Les directives révisées et l'outil d'évaluation de la qualité des rapports d'évaluation ont introduit un système normalisé de notation pondérée couvrant huit paramètres liés à la qualité. L'outil actualisé intègre les normes de l'indicateur des performances d'évaluation UN-SWAP. Ces changements, en termes de rationalisation des questions et d'harmonisation des résultats, devraient améliorer encore les normes de qualité des évaluations menées par les responsables d'évaluation et les évaluateurs indépendants ou non.

46. Parallèlement aux priorités énoncées dans le Plan d'évaluation interne 2018-2021, le SIE a élargi et réorienté son engagement, passant de la prestation d'une assistance technique et d'assurance qualité à la gestion d'évaluations plus stratégiques. Au cours de la période considérée, par l'intermédiaire de ses spécialistes régionaux de l'évaluation, le SIE a géré cinq évaluations régionales dans les États arabes, en Asie et dans le Pacifique, dans les Amériques et les Caraïbes et en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. De même, cinq évaluations de portefeuille national ont été cogérées par le SIE avec les bureaux de pays respectifs du Burundi, du Kenya, du Rwanda, du Sud-Soudan et du Libéria. Au-delà de la gestion des processus d'évaluation, le personnel du SIE a commencé à jouer un rôle plus important dans la conduite d'évaluations institutionnelles, par exemple l'évaluation de la contribution d'ONU-Femmes au leadership et à la participation politique des femmes. Le SIE a également mis en place des études de cas thématiques en plus de l'approche des études de cas par pays à des fins d'évaluations institutionnelles. Cette approche s'est avérée essentielle pour fournir une analyse approfondie dans des domaines présentant un intérêt thématique. En outre, une assurance qualité et une assistance consultative ont été fournies à plus de 50 projets, programmes et évaluations conjointes et thématiques en cours et achevés commandés par des bureaux d'ONU-Femmes à différents niveaux.

B. Systèmes pour améliorer la qualité, la crédibilité et l'utilisation d'évaluations décentralisées

47. En fournissant un système destiné à surveiller les performances de la fonction d'évaluation au sein d'ONU-Femmes par l'intermédiaire du système mondial de supervision des évaluations (GEOS), le SIE assure le suivi et la surveillance des progrès des indicateurs clés de performance d'évaluation. En collaboration avec la Division des programmes, les mises à jour des indicateurs clés de performance sélectionnés ont été régulièrement effectuées grâce au système d'évaluation du bureau de pays (COAT). L'intégration des indicateurs d'évaluation sélectionnés dans ce système institutionnel a contribué à attirer l'attention sur des domaines qui exigent des mesures et un suivi plus étroits.

48. Les plans d'évaluation budgétisés continuent de faire partie intégrante des processus de planification et d'approbation des pays et des régions. Toutefois, une planification stratégique et réaliste des évaluations doit être mise en place afin d'améliorer leur qualité. Les évaluations et les réponses de la direction sont disponibles dans le Système mondial d'application du principe de responsabilité et de suivi de l'utilisation des évaluations (système GATE) d'ONU-Femmes.

49. Si les unités commerciales ont l'ultime responsabilité d'utiliser les données factuelles et les connaissances provenant des évaluations, le SIE a joué un rôle clé dans la facilitation de l'intégration des conclusions des évaluations dans les processus de planification et la programmation internes. Il y est parvenu grâce à sa participation à la conceptualisation de certaines notes stratégiques et des mécanismes d'évaluation et d'approbation des programmes. Trois examens d'évaluabilité ont également été entrepris en vue d'améliorer la conception des programmes, les résultats et les cadres de surveillance ainsi que l'évaluabilité finale des programmes.

C. Renforcement des capacités d'évaluation internes et programme de professionnalisation sur l'évaluation

50. Tout au long de l'année 2018, le SIE a continué à promouvoir l'apprentissage et l'utilisation de l'évaluation grâce au renforcement des capacités d'évaluation internes et à des initiatives de professionnalisation. Celles-ci comprenaient des formations à l'évaluation, des documents d'orientation et d'assistance technique à la fonction d'évaluation décentralisée.

51. Le cours d'apprentissage en ligne « Gestion des évaluations sensibles au genre » est un outil en ligne destiné au personnel d'ONU-Femmes et aux parties prenantes externes visant à enseigner comment gérer et utiliser les évaluations sensibles au genre. Ce cours est accessible au public et, depuis décembre 2018, 2 937 personnes y ont participé, soit une augmentation de 956 personnes depuis 2017. En 2018, 64 % des bureaux de pays d'ONU-Femmes comptent au moins un coordonnateur/trice M&E ayant obtenu un certificat à l'issue de cette formation. Le Guide d'évaluation d'ONU-Femmes, qui constitue la base du cours, a été consulté plus de 3 000 fois en 2018, soit une augmentation de 10 % par rapport à 2017.

52. Outre ces outils d'apprentissage en ligne, les spécialistes régionaux de l'évaluation du SIE ont continué à répondre aux besoins d'assistance spécifiques. Des sessions et des ateliers régionaux de formation à l'évaluation ont par exemple été organisés tout au long de l'année en Afrique orientale et australe, dans les régions des Amériques et des Caraïbes ainsi que dans la région Asie-Pacifique. Une formation sur mesure a également été dispensée aux bureaux d'ONU-Femmes dans la région Europe et Asie centrale.

53. Le SIE a poursuivi ses efforts visant à former des coordinateurs/trices M&E et des fonctionnaires, notamment au moyen d'un encadrement individuel et d'une formation des formateurs dans toutes les régions. Le SIE a également facilité la participation des coordinateurs/trices M&E aux opportunités d'apprentissage d'évaluation externes comme le programme international de formation à l'évaluation pour le développement afin de renforcer les capacités internes en matière de suivi et d'évaluation.

V. Communication pour faciliter l'utilisation des évaluations

A. Mettre en œuvre la stratégie de communication

54. En 2018, le SIE a diffusé les résultats et les conclusions des évaluations en utilisant des canaux plus diversifiés, tirant parti de ses contacts renforcés avec les publics externes sur Internet et dans les médias sociaux. Le compte Twitter du SIE a été utilisé pour promouvoir les publications du SIE et des résultats d'évaluations ainsi que pour partager des informations et des connaissances sur les évaluations sensibles à l'égalité des sexes. Ces canaux ont également été utilisés comme plateforme pour mobiliser et encourager des publics à participer à des conférences et webinaires, y compris ceux co-organisés avec d'autres partenaires.

55. Le SIE s'est investi dans la production de données et d'informations d'évaluation plus conviviales grâce à l'élaboration de publications et de notes visuellement plus attrayantes. Il a publié trois numéros du magazine Transform : a) Évaluation de la contribution ONU-Femmes au leadership et à la participation politique ; b) Méta-analyse des évaluations ; et c) Travailler ensemble pour renforcer les voix. Ce dernier numéro de Transform a été conçu comme une édition spéciale avec la collaboration de partenaires, notamment l'UNICEF, l'ONUDC, le FNUAP et le ministère des Affaires étrangères de Finlande.

56. En tant que principal canal de communication publique, le site Web d'ONU-Femmes consacré à l'évaluation a été activement mis à jour avec les tout derniers outils et publications. En 2018, le site a fait l'objet de plus de 7 000 consultations, soit une augmentation de 51 % par rapport à 2017, ce qui indique un intérêt accru pour le contenu des évaluations. En dehors du site principal, en 2018, des visites distinctes pour consulter divers produits de communication du SIE, notamment le guide ISE4GEM, et une étude des mégadonnées ont attiré un total cumulé global de plus de 10 000 vues.

57. De même, les bureaux régionaux d'ONU-Femmes ont pris des mesures pour mieux exploiter les données d'évaluation et les rendre plus accessibles. Le bureau régional pour les États arabes, par exemple, a créé une page dédiée à l'évaluation sur le site Web régional afin de consolider les ressources d'évaluation et d'accroître l'utilisation des évaluations ; et le bureau régional pour l'Asie et le Pacifique a animé une séance d'apprentissage consacrée à l'évaluation. En outre, des documents de communications spécifiques aux régions sur des produits de connaissances du SIE ont été produits par les régions Amériques et Caraïbes, Afrique orientale et australe, Europe et Asie centrale et Afrique occidentale et centrale.

58. Le SIE a élaboré un bulletin d'information interne comportant des mises à jour sur les évaluations achevées, sur des publications et des manifestations d'apprentissage et a diffusé ces informations aux parties prenantes concernées.

VI. Coordination des évaluations sensibles à l'égalité des sexes dans l'ensemble du système des Nations Unies

A. Groupe des Nations Unies pour l'évaluation (GNUE)

59. ONU-Femmes a joué un rôle important dans la promotion et l'encouragement de l'intégration de l'égalité entre les sexes et les droits de l'homme dans le travail du GNUE. À travers son rôle de co-organisateur du groupe de travail sur les droits de l'homme et l'égalité entre les sexes, le SIE a assuré la direction de l'initiation de la méta-synthèse des évaluations du PNUAD dans une optique d'égalité des sexes.

Cette synthèse s'efforce d'analyser l'état de l'intégration de la dimension de l'égalité des sexes et des droits de l'homme dans les évaluations du PNUAD et les résultats en matière d'égalité des sexes. Les résultats de cette synthèse devraient éclairer l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de la nouvelle génération de PNUAD. La synthèse sera achevée en 2019.

60. Le SIE a continué à servir de secrétariat pour l'indicateur de performances des évaluations UN-SWAP. En 2018, outre le fait d'assurer la direction de la révision de la note technique et du tableau de bord relatifs aux indicateurs de performances des évaluations UN-SWAP, le SIE a évalué la qualité des contributions de 42 entités déclarantes. Un rapport de synthèse rendant compte des points forts et des difficultés auxquelles sont confrontées les entités déclarantes concernant les indicateurs de performance d'évaluation a été produit et diffusé. Des directives sur l'évaluation des résultats de l'organisation en matière d'intégration de la dimension de genre ont été finalisées en collaboration avec plusieurs membres du GNUE. Ces directives servent de ressources aux entités des Nations Unies qui souhaitent entreprendre une évaluation de la prise en compte des questions de genres au niveau de leur institution et de leurs programmes.

61. Le SIE a dirigé la révision des méthodes d'évaluation nationale et des pratiques de gestion menée par le sous-groupe du groupe de travail GNUE-PNUAD pour éclairer les débats sur la manière d'harmoniser ces pratiques et recenser des domaines à des fins d'évaluations nationales conjointes, à titre de contributions aux évaluations du PNUAD. Le SIE a co-présidé le groupe d'examen par des pairs et le groupe d'intérêt pour l'évaluation de l'action humanitaire du GNUE. Au cours de l'échange annuel de pratiques d'évaluation du GNUE en 2018, le SIE a organisé une séance très suivie portant sur l'évaluation sensible au genre. La participation à ces groupes a offert une tribune efficace pour plaider en faveur de l'égalité des sexes et des questions d'évaluation.

B. Plan d'action sur l'ensemble du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

62. Conformément aux nouvelles normes mises en place dans le cadre de l'UN-SWAP 2.0, le SIE a commandé une évaluation externe de 34 évaluations achevées concernant leur traitement des considérations de genre. En règle générale, les rapports d'évaluation d'ONU-Femmes étaient solides, la majorité d'entre eux satisfaisant aux critères d'évaluation UN-SWAP. La note moyenne globale obtenue a placé ONU-Femmes parmi les entités qui dépassent les exigences d'évaluation UN-SWAP en matière de prise en compte des questions de genre. En réponse aux conclusions et recommandations de l'évaluation externe, le SIE continuera d'affiner ses instruments et ses méthodes pour veiller à ce que l'analyse des questions de genre et les évaluations de la vulnérabilité soient pleinement appliquées à toutes les étapes de ses évaluations. Le SIE proposera de nouvelles orientations aux évaluateurs concernant l'examen et la saisie des résultats liés à la transformation des relations de pouvoir, des normes, des structures et des comportements en matière d'égalité des genres.

63. En 2018, parmi les 66 entités déclarantes du système UN-SWAP, 42 ont indiqué avoir accompli des progrès au regard des EPI UN-SWAP. 21 % ont indiqué qu'elles « dépassaient les exigences », 24 % qu'elles « satisfaisaient aux exigences » et 18 % qu'elles « approchaient des exigences ». Aucune entité n'a déclaré ne pas satisfaire aux exigences ; toutefois, 37 % ont indiqué que l'indicateur ne s'appliquait pas à leur cas particulier, soit parce qu'aucune évaluation n'avait été effectuée par l'entité, soit en raison de la nature hautement technique de leurs travaux. Dans

l'ensemble, près de 71 % ont atteint le niveau de référence en matière d'évaluation sensible au genre. Bien que les structures des performances soient variées, la majorité des entités ont pris des mesures correctives et amélioré leurs systèmes et leurs capacités à mener des évaluations sensibles au genre. Quatorze entités ont indiqué qu'elles avaient procédé à des évaluations internes des performances en matière d'intégration de la dimension de genre ou de la politique en faveur de l'égalité hommes-femmes, une nouvelle exigence introduite en 2018 visant à dépasser les exigences.

C. Soutenir les évaluations communes et le Plan-cadre des Nations Unies pour le développement (PNUAD)

64. Afin d'améliorer la cohérence des évaluations au sein du système des Nations Unies et de promouvoir l'intégration des questions de genre et des droits de l'homme dans les pratiques d'évaluation, ONU-Femmes a activement participé, par l'intermédiaire de ses spécialistes régionaux de l'évaluation, à des groupes régionaux interinstitutions d'évaluation. En 2018, ONU-Femmes a co-présidé le Groupe des Nations Unies pour l'évaluation du développement pour l'Asie et le Pacifique (UNEDAP) et a continué de participer activement aux travaux du groupe d'appui des pairs du GNUD pour la région des Amériques et des Caraïbes. ONU-Femmes a également participé à des initiatives conjointes dans d'autres régions. Dans le cadre des groupes d'évaluation régionaux, ONU-Femmes a fourni des services techniques et de conseil à neuf évaluations du PNUAD[8].

65. En outre, ONU-Femmes a appuyé plusieurs évaluations conjointes, dont une évaluation régionale conjointe en Afrique occidentale et centrale. L'appui aux évaluations du PNUAD et aux évaluations conjointes a consisté en un appui consultatif et technique pour l'examen des mandats, le recrutement de consultants et l'assurance qualité des différentes phases d'évaluation.

66. ONU-Femmes a collaboré avec diverses institutions spécialisées et a appuyé la conception et la prestation d'une formation sur les évaluations sensibles au genre. Au cours de la période considérée, ONU-Femmes a collaboré avec le Centre des connaissances de l'UNSSC et a co-animé une session de formation intitulée « Comment gérer les évaluations de l'ONU dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030 » à Bonn, en Allemagne. ONU-Femmes a également co-animé une formation régionale de l'UNEDAP axée notamment sur les évaluations du PNUAD et les évaluations sensibles au genre. D'autres manifestations d'apprentissage et formations similaires ont été organisées en Serbie, en Géorgie, en Ukraine, au Timor-Leste, en Ouganda et au Panama, ciblant des participants des pays où le PNUAD est en cours de déploiement. En 2018, plus d'une centaine de membres du personnel d'ONU-Femmes et d'institutions spécialisées des Nations Unies partenaires ont acquis des connaissances et des compétences sur la manière de gérer des évaluations sensibles au genre.

[8] Au nombre de celles-ci figurent les évaluations du PNUAD menées au Sénégal, au Mali, au Guatemala, à Cuba, en Bosnie-Herzégovine, au Timor-Leste, au Cambodge, en Tunisie et en Angola.

VII. Exploiter les partenariats à des fins de renforcement et d'évaluation des capacités d'évaluation nationales des ODD

A. EvalGender+ : partenariat mondial pour la promotion des évaluations sensibles au genre

67. ONU-Femmes a continué son travail visant à favoriser la création d'un environnement propice aux évaluations sensibles au genre dans le contexte des ODD. Des efforts continus visant à améliorer les capacités nationales d'évaluation sensible au genre ont été déployés dans le cadre d'ateliers, de manifestations et de production de connaissances.

68. En 2018, ONU-Femmes a continué à co-diriger EvalGender+, un partenariat mondial multipartite qui œuvre pour renforcer la demande, l'offre et la qualité des évaluations sensibles au genre comme moyen d'appuyer la responsabilisation pour les engagements en matière d'égalité hommes-femmes dans la mise en œuvre des ODD. La communauté de pratiques EvalGender+ est passée à 3 664 membres en 2018, offrant ainsi de bonnes pratiques et de nouveaux sujets de débat à la communauté sensibles aux questions de genre et aux évaluations.

69. Dans le cadre de son travail au niveau mondial, en partenariat avec EvalGender+ et EvalSDG, le SIE a produit une note d'orientation sur la mesure dans laquelle les données d'évaluation sensibles au genre ont éclairé les examens nationaux volontaires de 2018. Cette note conclut qu'il convient d'en faire encore plus pour aider les pays à utiliser les évaluations sensibles au genre. Durant le Forum mondial des parlementaires pour l'évaluation, en collaboration avec EvalGender+, le SIE a organisé une manifestation parallèle à Colombo, au Sri Lanka, sur l'importance d'une évaluation sensible au genre et axée sur l'équité. À l'issue de cette manifestation, des parlementaires et des représentants de Voluntary Organizations for Professional Evaluation (VOPE) de 25 pays se sont engagés à plaider en faveur d'une approche « sans laissés-pour-compte » dans leurs systèmes d'évaluation grâce à des évaluations inclusives et participatives qui analysent les relations de pouvoir entre les parties prenantes. Vers la fin 2018, dans le cadre de son partenariat avec EvalPartners et en tant que co-présidente d'EvalGender+, ONU-Femmes a lancé des interventions dans cinq pays (Chili, Jordanie, Népal, Indonésie et Zimbabwe) pour renforcer l'intégration d'une perspective d'égalité hommes-femmes dans les systèmes nationaux d'évaluation et pour veiller à ce que l'évaluation soit utilisée pour les examens nationaux volontaires.

70. Le SIE a également noué un partenariat avec le Ministère des Affaires étrangères de la Finlande et a tenu une manifestation conjointe d'échange de pratiques sur les évaluations sensibles au genre et les ODD à Helsinki. Plus de 150 participants du monde entier ont assisté à cette manifestation. En 2018, un nouvel accord de partenariat avec l'Agence norvégienne de coopération pour le développement a été signé afin de soutenir les efforts du SIE en matière de renforcement des capacités nationales d'évaluation grâce à la production de directives méthodologiques et d'une documentation relative aux bonnes pratiques et aux biens publics en matière d'évaluation sensible au genre.

B. Soutenir des systèmes de suivi et d'évaluation nationaux sensibles au genre dans certains pays

71. Dans les Amériques et les Caraïbes, le SIE a appuyé divers systèmes nationaux fournissant des orientations sur l'intégration d'une perspective d'égalité hommes-

femmes dans les évaluations, les cadres de suivi et d'évaluation et dans l'élaboration d'indicateurs de genre pour mesurer les progrès accomplis. Parmi les principaux collaborateurs en 2018, on peut citer l'Institut national de la femme (INAMU) du Costa Rica, l'Agence uruguayenne pour la coopération internationale (AUCI) et le Ministère de la Femme de la République dominicaine. Une initiative conjointe menée avec divers partenaires régionaux visant à élaborer un indice des capacités d'évaluation pour les systèmes nationaux de suivi et d'évaluation a été lancée en 2018.

72. Dans les États arabes, sur la base d'une collaboration avec ONU-Femmes, la septième conférence annuelle du réseau régional d'évaluation EvalMENA comportait un volet consacré à l'évaluation sensible au genre pour rendre compte des progrès accomplis par rapport au programme des ODD, qui comprenait des discussions sur les examens nationaux volontaires et les conclusions des études de cas de renforcement des capacités nationales d'évaluation (NECD) commandées par ONU-Femmes dans quatre pays.

73. En Asie et dans le Pacifique, ONU Femmes Népal a produit une vidéo pour partager l'expérience du gouvernement népalais en matière d'élaboration d'un plan national d'évaluation sensible au genre et axé sur l'équité. Le SIE a également participé au groupe d'examen par des pairs d'un effort conjoint avec l'UNICEF et le PNUD pour évaluer l'état de préparation du système national d'évaluation en vue de l'évaluation des ODD.

74. En Afrique, les efforts de renforcement des capacités nationales d'évaluation se sont concentrés sur le renforcement de la capacité des parlementaires à gérer et à utiliser des évaluations sensibles au genre. Le SIE a collaboré avec le Center for Learning on Evaluation and Results (CLEAR) en Afrique anglophone afin d'intégrer les questions d'égalité hommes-femmes dans un programme de formation sur la recherche et l'utilisation de données probantes dans le contexte parlementaire. Divers ateliers ont été organisés en partenariat avec la section nationale de l'APNODE (Réseau des parlementaires africains pour l'évaluation du développement - Section Côte d'Ivoire) afin de renforcer les capacités des parlementaires à gérer des évaluations sensibles au genre.

75. En Europe et en Asie centrale, le SIE a dispensé une formation sur site aux membres du Gouvernement national serbe et aux principales parties prenantes des organisations de la société civile en vue de l'évaluation du Plan d'action national pour l'égalité des sexes 2016-2018.

VIII. Le programme de travail du Service indépendant d'évaluation en 2019

76. Le programme du SIE pour 2019 découle du plan de travail des Services indépendants d'évaluation et d'audit (SIEA). Il s'inspire de la stratégie d'évaluation 2018-2021 et du Plan d'évaluation interne 2018-2021. Le programme de travail se concentre sur cinq domaines clés de résultats décrits ci-après.

A. Mise en œuvre d'évaluations efficaces des entreprises

77. En 2019, le SIE présentera au Conseil d'administration les résultats de trois évaluations internes portant sur : a) la gouvernance et la planification nationale ; b) la contribution d'ONU-Femmes à l'action humanitaire ; et c) la méta-synthèse des évaluations internes et décentralisées gérées par ONU-Femmes en 2018. Le SIE procédera également à un examen de la politique d'évaluation

d'ONU-Femmes qui sera présentée au Conseil d'administration en 2020. Le SIE examinera et mettra à jour la Stratégie globale d'évaluation, qui s'appuiera sur la cartographie des lacunes observées dans les données d'évaluation. Il collaborera également avec le PNUD, le FNUAP et l'UNICEF, ainsi qu'avec d'autres agences des Nations Unies pour l'évaluation conjointe du chapitre commun du Plan stratégique 2018–2021. De plus, le SIE continuera à explorer et à développer des méthodologies et des outils d'évaluation innovants et sensibles au genre.

B. Mise en œuvre de systèmes d'évaluation décentralisés efficaces

78. Le SIE co-gère des évaluations de portefeuille national ainsi qu'un modèle pilote d'évaluation impliquant une plus importante implication du personnel du SIE dans la conduite des évaluations et la préparation des rapports. Le SIE envisage de fournir une assistance technique à quelque 70 évaluations décentralisées planifiées. La méthodologie des évaluations de portefeuille national sera actualisée pour examiner les enseignements qui se dégagent des évaluations achevées au cours des deux dernières années. Le SIE continuera à assurer le mentorat des responsables d'évaluations. Le SIE continuera également à assurer le suivi des indicateurs clés de performance des évaluations, la mise en œuvre de l'évaluation des rapports mondiaux d'évaluation et du système d'analyse et à tenir à jour le système GATE.

C. Promotion de la coordination des Nations Unies sur l'évaluation sensible à l'égalité des sexes

79. Le SIE utilisera le GNUE et les groupes régionaux d'évaluation des Nations Unies comme principaux points d'entrée pour intégrer l'égalité des sexes dans l'ensemble des travaux d'évaluation interinstitutions et pour promouvoir une évaluation sensible au genre. En collaboration avec le GNUE, le SIE dirigera la méta-synthèse des évaluations du PNUAD du point de vue des questions de genre. Le SIE continuera d'appuyer les entités des Nations Unies dans le cadre des indicateurs de performance en évaluation UN-SWAP en prodiguant des conseils techniques, en dispensant des formations et en établissant des rapports. Le SIE participera activement aux groupes de travail du GNUE et contribuera aux discussions sur la réforme de l'ONU et aux évaluations à l'échelle du système.

D. Renforcement des capacités d'évaluation nationales pour les systèmes d'évaluation sensibles à l'égalité des sexes

80. Le SIE continuera d'appuyer le renforcement des capacités nationales d'évaluation sensible au genre à travers EvalGender+ et EvalPartners et d'autres partenariats directs avec des organismes d'évaluation. Le SIE fournira une assistance ciblée pour intégrer une dimension de genre dans les systèmes nationaux de suivi et d'évaluation sous l'égide d'EvalPartners. Le SIE aidera à établir un lien entre l'évaluation et les processus des ODD, en particulier en renforçant la capacité des systèmes nationaux d'évaluation à contribuer aux examens nationaux volontaires à l'aide de données probantes d'évaluation liées aux questions de genre. Cela permettra de s'assurer que l'évaluation sensible au genre continue d'être un moyen d'encourager le respect des engagements liés aux ODD.

E. Renforcer l'utilisation d'évaluations sensibles à l'égalité des sexes

81. Afin de renforcer encore l'utilité des évaluations internes et décentralisées, le SIE réexaminera et actualisera son utilisation des évaluations et sa stratégie de communication (et, de manière plus large, celle des SIEA). Le SIE surveillera le degré d'utilisation de l'évaluation dans les principaux processus de planification stratégique et organisationnels. Le matériel de communication et les médias sociaux continueront d'être des moyens importants de diffusion des conclusions et des recommandations des évaluations et autres initiatives d'apprentissage. En outre, le SIE investira des connaissances et des partenariats d'apprentissage avec les Divisions des programmes et des politiques et contribuera à la stratégie globale de gestion des connaissances d'ONU-Femmes avec des données probantes d'évaluation.

F. Budget pour le programme de travail du Service indépendant d'évaluation en 2019

82. Le budget total du SIE pour 2019 s'élève à 3 887 028 USD. Ce budget est composé de trois catégories de financement : budget institutionnel, ressources centrales programmables et ressources non centrales.

83. Le budget institutionnel de 2 586 339 USD couvre les traitements de sept membres du personnel du SIE et 50 % du traitement de trois membres de la direction des SIEA ainsi que les principales activités prévues dans le plan de travail : le coût des études d'évaluation ; le coût des produits de communication et la gestion des connaissances ; l'appui aux systèmes d'évaluation décentralisés ; l'appui à la coordination par les Nations Unies des évaluations sensibles au genre ; et le renforcement des capacités nationales en matière d'évaluation sensible au genre. Outre le budget institutionnel, les salaires de cinq spécialistes régionaux de l'évaluation sont pris en charge via les ressources centrales d'un montant de 1 181 599 USD. Le SIE a également obtenu 119 090 USD d'autres ressources provenant de la NORAD pour certaines activités d'évaluation spécifiques en 2019.

Annexe I

Évaluations réalisées en 2018

Région	Bureau/division	Titre de l'évaluation	Notation de la qualité des rapports
Afrique occidentale et centrale	Mali	Évaluation finale du projet « Projet d'amélioration de l'accès des femmes victimes de violences sexuelles et basées sur la justice et la sécurité dans le processus de consolidation de la paix au Mali »	Correct
	Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale (Sénégal)	Évaluation finale du programme conjoint Genre, Hygiène menstruelle et Assainissement	Très bien
	Cameroun	Prise en charge adéquate des femmes victimes de violences dans la région de l'extrême Nord	Bien
	Liberia	Évaluation du portefeuille national	Très bien
Afrique du Sud et de l'Est	Burundi	Évaluation du portefeuille national	Très bien
	Kenya	Évaluation du portefeuille national	Bien
		Évaluation du projet de « Lutte contre l'extrémisme violent » au Kenya	Bien
	Rwanda	Évaluation finale du programme conjoint « Faire progresser et soutenir les progrès en matière d'égalité des sexes au Rwanda »	Très bien
		Évaluation du portefeuille national	Bien
	Soudan du Sud	Évaluation du portefeuille national	Très bien
	Éthiopie	Évaluation du programme « Prévention et réponse aux violences faites aux femmes et aux filles en Éthiopie »	Bien
	Mozambique	Évaluation à mi-parcours du projet d'autonomisation économique des femmes à Gaza, Mozambique	Bien
Asie et Pacifique	Bangladesh	Évaluation du « Renforcement des capacités pour prévenir les violences faites aux femmes (BCPVAW) »	Bien
	Bureau multipays pour le Pacifique (Fidji)	Évaluation finale du projet Strongim Mere de la CE : « Promouvoir la participation et la représentation des femmes dans les Îles Salomon ») (2014 – 2016)	Non satisfaisant
	Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique (Thaïlande)	Évaluation finale du projet régional « Prévenir l'exploitation des travailleuses migrantes »	Bien
	Bureau multipays de l'Inde	Évaluation finale du projet soutenu par l'Ambassade royale de Norvège « Promouvoir la participation politique des femmes au Sri Lanka »	Non satisfaisant
	Bureau régional pour les États arabes (Égypte)	Évaluation des « Interventions économiques d'ONU-Femmes dans le cadre de la programmation LEAP/Aide humanitaire dans la région des États arabes »	Bien
	Jordanie	Évaluation du projet régional d'ONU Femmes « Paix et	Bien

		sécurité dans les États arabes »	
	Égypte	Évaluation de l'action pour « La garantie des droits et l'amélioration de la subsistance des femmes (SRILW) »	Bien
		Évaluation finale du programme d'ONU Femmes « Promouvoir l'emploi des femmes grâce à la création de lieux de travail sûrs et conviviaux (WEPP) »	Bien
	Bureau multipays du Maroc	Évaluation finale du projet de l'opérationnalisation de l'entente de partenariat pour la promotion de la participation des Femmes à la gestion des affaires locales et le renforcement de la gouvernance territoriale sensible au genre (2014–2017)	Très bien
Europe et Asie centrale	Albanie	ONU-Femmes Albanie, évaluation des résultats du programme « Leadership et participation des femmes »	Bien
	Kirghizistan	Programmes communs : « Accélérer les progrès en faveur de l'autonomisation économique de femmes rurales »	Très bien
		Améliorer les moyens d'existence grâce à la participation et à l'égalité de l'accès à l'eau	Bien
Amériques et Caraïbes	El Salvador	Évaluation finale du projet : « Ciudad Mujer/Onu Mujeres »	Bien
	Mexique	Évaluation de la « Campagne #Noesdehombres pour des villes sûres »	Très bien
	Équateur	Évaluation du projet « Mujeres Liderando El Desarrollo Inclusivo Sostenible De La Provincia De Loja »	Bien
	Colombie	Évaluation finale du projet « Citoyenneté des femmes pour la paix, la justice et le développement »	Bien
	Colombie	Évaluation à mi-parcours du programme : « Vaincre la violence fondée sur le genre pour garantir aux femmes la pleine jouissance de leurs droits »	Très bien
	Bureau régional des Amériques et des Caraïbes (Panama)	Évaluation régionale des cadres normatifs	Très bien
	Équateur	Évaluation à mi-parcours de la « Durabilité des terres en friche dans une perspective d'égalité des sexes ».	Correct
Organisationnel	Service indépendant d'évaluation (SIE)	Contribution d'ONU-Femmes au leadership et à la participation politique des femmes	Très bien
		Méta-analyse des évaluations gérées par ONU-Femmes en 2017	
Sièges sociaux	Fonds pour l'égalité des sexes	Évaluation indépendante du « Fonds de l'ONU-Femmes pour l'égalité des sexes » (2009–2017)	Très bien
	Division des politiques	Portail de connaissances sur l'autonomisation économique des femmes	Très bien